

Angela Konrad se frotte à **Macbeth** revu par Garneau
Cahier Culture



Les excès du succès
Comment **Volkswagen** en est-il venu à tricher? Page B 1

www.ledouvoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVI N° 218

LE DEVOIR, LES SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE 2015

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

CRISE DES MIGRANTS

Aux portes de l'Europe

Le flux des réfugiés grandit : un million de demandes d'asile pourraient être déposées en 2015



MICHEL HUNEALTY

Des familles attendent au poste frontalier de Roszke pour passer en Hongrie depuis la Serbie avant la fermeture complète par une nouvelle clôture de sécurité. Ils sont ensuite redirigés par autobus puis par train vers Budapest, ou encore directement vers la frontière avec l'Autriche.

Un demi-million de personnes ont frappé aux portes de l'Europe depuis le début de l'année, dont certaines se sont vite refermées. Retour sur une crise migratoire et politique d'une ampleur inédite qui met en évidence des frontières jamais disparues.

SARAH R. CHAMPAGNE

L'Union européenne, qui a fait de la concertation sa raison d'être et de la libre circulation son emblème, ne sait plus comment concilier protection de son territoire et obligation d'accueil. Le flot des migrants ressemble de

plus en plus à un fleuve dont on ne fait que dévier le cours, mais qui continue à couler. Un million de demandes d'asile pourraient être déposées aux pays européens en 2015, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

De la Libye vers l'Italie, de la Turquie vers la Grèce puis sur la route des Balkans, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que 3000 de ces migrants ont déjà trouvé la mort. Pour les autres, les pays de l'Est, où le transit est le plus important, se renvoient la balle.

L'Union européenne avait noté depuis plu-

VOIR PAGE A 10 : MIGRANTS

Dossier > **Occident Express.** Un photoreportage de Michel Huneault. **Migrer, un texto à la fois.** Quand la technologie trace une ligne de vie. Pages A 4 et A 5

Le monde > **La Croatie donne du lest.** La frontière avec la Serbie sera ouverte. Page C 6

SQUARE VIGER

Volte-face : Montréal conservera une partie d'Agora

JEANNE CORRIVEAU

Montréal fait volte-face dans le dossier du square Viger et conservera la moitié des pergolas d'Agora, l'œuvre de Charles Daudelin réalisée il y a plus de 30 ans. Après des mois de controverse, le nouveau concept présenté vendredi par le maire Denis Coderre a rallié la famille du sculpteur.

Cette fois devrait être la bonne. Alors que le concept initial présenté par l'administration Coderre en juin dernier prévoyait la destruction d'Agora, la nouvelle mouture fait en sorte que des 22 pergolas existantes, une douzaine seront conservées. Mais les toits seront retirés pour éviter que les structures de béton servent d'abris aux itinérants. La fontaine Mastodo sera déplacée et remise en fonction dans un nouvel aménagement comportant des jets d'eau.

L'endroit très minéral sera verdi, et une cinquantaine d'arbres seront plantés de part et d'autre du square. Les murets qui entouraient Agora seront éliminés pour rendre les lieux plus accessibles. Dans l'espace des pergolas, la Ville envisage d'installer un café-terrasse et près de la rue Berri, un atelier de réparation de vélos pourrait voir le jour. Malgré les changements au plan initial, le budget demeure le même, soit 28,3 millions.



Denis Coderre

VOIR PAGE A 10 : AGORA

AUJOURD'HUI



Science > **À vos télescopes!** Une rare éclipse totale de super Lune aura lieu dimanche. Page A 6



Avis légaux..... C 4
Carrières..... C 5
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 5
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 5

ÉLECTION « RÉFÉRENDAIRE » (3/3)

La Catalogne retient son souffle

CHRISTIAN RIOUX
à Barcelone

On n'a jamais vu ça ni au Québec ni en Écosse. Pour la première fois, les Catalans pourraient élire dimanche un gouvernement avec le mandat explicite de « faire » l'indépendance. A 24 heures du scrutin, la coalition indépendantiste Junts pel Sí (Ensemble pour le Oui) qui mène dans tous les sondages semble déjà avoir remporté un premier pari. Frustrés l'an dernier d'un véritable référendum annulé par Madrid, les deux grands partis indépendantistes de Catalogne, Convergència democràtica

(centre droit) et Esquerra Republicana (gauche), qui se présentent sous une bannière unitaire avec des personnalités de la société civile, ont transformé cette élection anticipée en véritable plébiscite sur l'indépendance. Signe qu'il ne s'agit pas d'une élection normale comme on le prétend à Madrid, la participation pourrait dépasser les 80%. Pour le reste, à 24 heures du scrutin, la Catalogne a le sentiment de tenir l'élection la plus importante de son histoire et elle retient son souffle.

Dans sa dernière réunion de campagne devant plusieurs milliers de partisans réunis sur la grande avenue de la Reine-



EMILIO MORENATTI ASSOCIATED PRESS

La coalition indépendantiste Junts pel Sí a tenu vendredi soir un dernier grand rassemblement à Barcelone avant l'élection de dimanche.

VOIR PAGE A 10 : SOUFFLE

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

SUR MESURE
Conseils en décoration gratuits
ESTIMATION GRATUITE

SANS FRAIS : 1 855 770-8677

L'Artisan du Store Claude Bouchard

BOIS NATUREL

SOLAIRES

VOILAGE

• PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VERTICAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

50%
DE RABAIS

OU
INSTALLATION GRATUITE
OU
MOTORISATION GRATUITE

MONTRÉAL 514 231-8677 • LAVAL 450 627-3716 • LONGUEUIL 450 445-9829 • TROIS-RIVIÈRES 819 696-8677 • QUÉBEC 418 654-8677

Duceppe à son aise à Québec, tandis que Mulcair se tait

ISABELLE PORTER
à Québec

Alors que Thomas Mulcair et Gilles Duceppe se succédaient à l'hôtel de ville pour rencontrer le maire Régis Labeaume, le chef du Bloc québécois a déclaré que le vent tournait en sa faveur vis-à-vis du NPD.

En sortant du bureau de M. Labeaume en matinée, M. Duceppe a déclaré que les deux s'entendaient «sur les dossiers prioritaires pour Québec»,

mais aussi «sur la question du niqab et l'interdiction de voter à visage couvert».

Plus tôt cette semaine, le maire de Québec s'était prononcé «contre le port du niqab» sur sa page Facebook. «Aucun motif religieux ne devrait servir de prétexte pour justifier une pratique qui infériorise la femme», avait-il écrit.

«Le vent tourne parce que le Québec se rend compte que M. Mulcair a un double discours», a lancé M. Duceppe vendredi. Quand on voit le vrai vi-

sage du NPD de M. Mulcair comme sur la question du niqab, les Québécois et les Québécoises, ça les trouble.»

L'attention autour du dossier du niqab semble s'être cristallisée dans la foulée du premier débat des chefs en français, selon les données de la firme Influence communication. Pour la journée de vendredi, au Québec, le poids média de cet enjeu a atteint 23,2%, comparativement à 10,6% en moyenne au cours de la semaine.

À Québec, M. Duceppe a sou-

tenu en outre qu'il y avait des luttes à deux, à trois et à quatre dans la région. Plus tard, lors d'une entrevue au FM 93 avec Eric Duhaime (un ancien conseiller de son équipe), il a dit vouloir mettre la main sur au moins 12 sièges aux élections pour être un parti «reconnu».

Après le dîner, ce fut au tour de M. Mulcair de se rendre à l'hôtel de ville rencontrer le maire de Québec. Le chef du NPD n'a toutefois pas voulu répondre aux questions des médias à sa sortie. «Excellente ren-

contre avec M. Labeaume. La Ville de Québec va avoir un partenaire fiable à long terme avec un gouvernement du NPD», a-t-il lancé avant de s'engouffrer dans sa voiture.

Des appuis

La veille, M. Mulcair avait appuyé les demandes du maire Labeaume concernant le centre de prédédouanement de l'aéroport, le financement récurrent de l'Institut national d'optique et le projet d'Institut nordique de l'Université Laval.

Il avait toutefois été plus nuancé sur le projet d'agrandissement du Port, ce qui lui a valu de vives critiques de la Chambre de commerce locale.

Plus tôt, les deux chefs se sont succédé au micro du Congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Les conservateurs et libéraux avaient quant à eux dépêché Steven Blaney et Mélanie Joly.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

AIRFRANCE



LA FRANCE EST DANS L'AIR



UN RÉSEAU ÉBOURIFFANT

Plus de 1000 destinations grâce à l'un des plus vastes réseaux au monde avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

FÉDÉRALES

Les emplois avant les droits de la personne

Interpellé par Amnistie internationale, Stephen Harper défend la vente d'armes à l'Arabie saoudite

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Le chef conservateur Stephen Harper persiste et signe: la vente de véhicules blindés à l'Arabie saoudite est une bonne chose, car elle préservera 3000 emplois à London. Et dans la mesure où d'autres pays se seraient portés volontaires pour approvisionner le régime saoudien, le Canada n'avait pas intérêt à faire passer ses préoccupations en matière de violation des droits de la personne devant ses impératifs commerciaux.

«Tous nos partenaires et alliés ont tenté d'obtenir ce contrat. Pas seulement le Canada», a lancé M. Harper alors qu'il se trouvait à Rivière-du-Loup. «Alors c'est un contrat avec un pays qui — nonobstant son bilan en matière de violations des droits de la personne, qui sont significatives — est un allié dans la lutte contre État islamique, c'est un contrat que n'importe lequel de nos alliés aurait signé.»

M. Harper a fait valoir que ce contrat était «le plus gros de l'histoire du Canada». «Nous exprimons notre indignation, notre désaccord de temps en temps auprès du gouvernement de l'Arabie saoudite pour son traitement des droits de la personne, mais je ne crois pas que ça aurait un quelconque sens d'annuler un contrat qui ne ferait que punir les travailleurs canadiens.»

M. Harper a refusé de répéter cette réponse en français, obligeant du coup les journalistes à gaspiller une de leurs cinq précieuses questions quotidiennes pour obtenir une phrase en français. Il a alors répondu: «C'est naturel pour notre pays de dénoncer les pratiques de l'Arabie saoudite, mais en même temps, on doit avoir le commerce et créer des emplois pour nos travailleurs d'ici. On doit faire les deux.»

3000 emplois

Le contrat au centre de la controverse est celui de 15 milliards de dollars obtenu en 2014 par General Dynamics Land Systems Canada pour fabriquer des véhicules blindés



Pour illustrer sa promesse de vendredi, Stephen Harper a «verrouillé» une affiche «Hausse de taxes» dans un coffre-fort aux couleurs conservatrices lors de son passage à Rivière-du-Loup.

RYAN REMIÖZ LA PRESSE CANADIENNE

Une «loi verrou» (symbolique) pour empêcher les hausses d'impôt

Stephen Harper jure qu'il respectera sa promesse, et pour garantir qu'il ne la transgressera pas, il la cadenasse à double tour et jette la clé. De passage à Rivière-du-Loup vendredi, le chef conservateur a annoncé qu'il présenterait une «loi verrou» qui empêcherait toute augmentation des taxes et impôts fédéraux s'il devait être reconduit au 24, promenade Sussex le 19 octobre. «Je vous donne une garantie supplémentaire, la plus solide possible pour votre sécurité financière», a-t-il lancé. «Jointe à notre loi sur l'équilibre

budgetaire, cette nouvelle loi va protéger notre économie fragile et garantir des taxes réduites et des revenus stables à nos familles», a déclaré le chef conservateur. Le geste est plutôt symbolique, en enchâssant dans une loi ce que M. Harper a déjà promis à de nombreuses reprises. Mais il permet surtout à M. Harper de dire que les autres partis, s'ils devaient prendre le pouvoir par la suite, seraient forcés de transgresser ou de modifier la loi s'ils devaient d'augmenter le fardeau fiscal des contribuables.

légers. Ce contrat arrive à point nommé pour l'entreprise qui risquait de voir son niveau d'affaires fléchir avec la fin de l'implication canadienne en Afghanistan. L'entreprise de London soutient que ce contrat titanesque, qui avaient tenté de décrocher notamment la France et l'Allemagne, permettra de conserver 3000 emplois. On ignore combien

de véhicules blindés doivent être livrés au cours des neuf ans que durera l'entente, celle-ci étant maintenue secrète à la demande du régime saoudien.

En vertu d'une loi canadienne datant de 1947, un fabricant de matériel militaire doit obtenir l'aval d'Ottawa avant d'exporter ses produits vers les pays «où les droits de la personne de leurs citoyens font l'ob-

jet de violations graves et répétées de la part du gouvernement, à moins qu'il puisse être démontré qu'il n'existe aucun risque raisonnable que les marchandises puissent être utilisées contre la population civile». Ottawa refuse de dire si une telle évaluation a été faite et accepte encore moins d'en publier les conclusions, le cas échéant. Anne Ste-Marie, d'Amnistie

internationale, déplore cette logique voulant que «parce que les autres le font, donc on peut le faire». «Ce n'est pas la manière dont on s'attend que le Canada réagisse. On voudrait plutôt que le Canada, comme il l'a fait pour l'Apartheid, dise «Je suis en accord avec nos valeurs et je serai le premier à montrer la voie». Le Canada, sous Brian Mulroney, avait mené une charge in-

ternationale contre la ségrégation raciale en Afrique Sud malgré l'opposition, notamment, de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne.

Pétrole sale, armes propres

Mme Ste-Marie raille les conservateurs, qui, lorsqu'il s'agit de défendre les sables bitumineux, n'hésitent pas à vanter le pétrole canadien parce qu'il est plus «éthique» que le saoudien. En Arabie saoudite, conclut Mme Ste-Marie, «le pétrole est sale, mais les armes sont propres». L'Arabie saoudite en est à sa 102^e exécution cette année. Le blogueur Raif Badawi, dont la famille a trouvé refuge au Canada, a été condamné à 1000 coups de fouet pour avoir critiqué le régime.

Cesar Jaramillo, du Project Ploughshares, un organisme qui traque les transactions militaires dans le monde, déplore les propos de M. Harper. «Il est troublant de voir qu'on lie ainsi la prospérité économique du Sud-Ouest ontarien à la question des droits de la personne à l'étranger», dit-il. Cela dit, il rappelle que cet écartèlement moral n'est pas «propre au Canada». «En Grande-Bretagne aussi, il y a un débat.»

À Québec, le chef bloquiste Gilles Duceppe a déploré que Justin Trudeau et Thomas Mulcair n'aient pas été clairs sur l'avenir du contrat s'ils prenaient le pouvoir le 19 octobre. «Silence radio, parce que c'est des jobs en Ontario, c'est des votes en Ontario. C'est ça, être lié à d'autres intérêts que ceux du Québec et à d'autres intérêts que ceux de la paix», a-t-il lancé. Le chef néodémocrate a souligné que le Canada aurait dû poser des questions à l'Arabie saoudite au sujet de son bilan sur les droits de la personne avant de conclure la vente avec le pays, comme les règles l'exigent pourtant. «C'est M. Harper qui a enfreint ces règles-là sans vérifier le bilan», a noté M. Mulcair.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

La citation du jour

«Hier, des citoyens francophones des quatre coins du pays étaient au rendez-vous pour le débat, mais les organisateurs du débat, et les chefs eux-mêmes, n'étaient pas au rendez-vous pour nous. C'est comme si on nous avait embarrés dehors.»

Sylviane Lanthier, présidente de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, à la suite du débat des chefs de Radio-Canada

Élections fédérales

De vrais enjeux. L'éditorial de Josée Boileau Page B 4

Les chroniques de Manon Cornélius et Michel David Pages B 2 et B 3

Les risques d'un «Parlement à l'italienne» Page B 3

Faire venir la famille pour aider les immigrants... et l'économie

Justin Trudeau veut bonifier le programme de réunification familiale

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les libéraux espèrent récupérer une part de l'électorat issu de l'immigration, perdue aux mains des conservateurs ces dernières années. Et pour ce faire, Justin Trudeau mise notamment sur la réunification des familles qu'il promet de faciliter s'il est élu le mois prochain. Une mesure qui aidera en outre l'économie canadienne, a fait valoir le chef libéral, puisque l'arrivée de parents et grands-parents offre un coup de main aux familles canadiennes qui peuvent ainsi travailler davantage.

Un gouvernement libéral accepterait deux fois plus de demandes d'accueil de parents ou de grands-parents — 10 000 par année, plutôt que 5000 actuellement. M. Trudeau promet en outre «l'amélioration de l'accès des demandeurs ayant des frères ou sœurs canadiens». Et il accorderait immédiatement la résidence permanente aux conjoints qui arrivent au Canada, plutôt que de les faire patienter deux ans. Les libéraux bonifieraient en outre les budgets pour accélérer les délais de toutes ces demandes — une hausse de 50 millions de dollars par année, ce qui revient à presque le double des sommes actuelles selon le parti.

«Nous savons que pouvoir compter sur un membre de la famille, dans l'équilibre travail-famille, dans des moments difficiles où l'on doit être au travail tard mais aussi ramasser ses enfants à l'école, c'est une réalité



Justin Trudeau a fait un arrêt dans une usine de Brampton, en Ontario, vendredi.

ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

pour bien trop de familles à travers le pays», a affirmé Justin Trudeau, qui se trouvait justement à Brampton en banlieue de Toronto, une région qui accueille beaucoup d'immigrants. «Nous sommes le parti qui a toujours été ouvert aux nouveaux Canadiens et à leur prospérité. Et nous continuons de l'être», a argué le chef libéral, en courtisant la région de Toronto qui a fourni sa majorité à Stephen Harper il y a quatre ans.

Les conservateurs avaient imposé un moratoire aux nou-

velles demandes de réunification familiale en 2011, espérant alléger l'arriéré de 165 000 dossiers que traînait le gouvernement. Ottawa accepte de nouveau les demandes depuis 2014, mais en trois semaines cette année-là, les 5000 places pour les parents et grands-parents ont été allouées. Idem en janvier dernier. Et les critères sont désormais plus sévères, le fédéral exigeant que la famille accepte notamment de soutenir financièrement son proche plus longtemps.

En revanche, les conservateurs ont créé un «supervisa», qui permet pendant dix ans des séjours multiples d'une durée maximale de deux ans. Le ministre de l'Immigration à l'époque, Jason Kenney, avait fait valoir que plusieurs ne voulaient pas nécessairement que leurs proches immigreront de façon permanente mais «veulent simplement qu'ils puissent venir pour un certain temps, s'occuper des enfants quand ils sont jeunes, puis retourner à la maison».

Au contraire, a rétorqué vendredi M. Trudeau, les nouveaux Canadiens ne veulent pas voir leur famille que pour un mariage, des funérailles ou une visite.

Trop long

Son annonce a été bien accueillie par un avocat en immigration, qui fait notamment de la réunification familiale. M^e Hugues Langlais note toutefois que «ça prend plus qu'un diachylon» et «des mesurées», car «le problème, c'est le temps de traitement des dossiers». Les délais oscillent entre sept et neuf ans. «Si une famille a de jeunes enfants, ça prend neuf ans pour avoir les grands-parents chez elle pour lui venir en aide. Je pense qu'elle n'a plus besoin de gardienne à la maison, rendu là», a résumé l'avocat, en notant qu'en Australie — dotée d'un système d'immigration semblable au système canadien — les délais de réunification familiale sont plutôt de six mois. Les libéraux hausseraient par ailleurs l'âge des enfants à charge de 19 à 22 ans. Là encore, M^e Langlais note que si les délais restent les mêmes, le temps que la demande soit acceptée l'enfant aura dépassé ses 22 ans de toute façon.

Le Parti libéral n'a pas précisé à combien de mois il espérait réduire les délais de traitement des demandes.

Justin Trudeau a par ailleurs promis de supprimer l'obligation pour les citoyens mexicains d'obtenir un visa pour entrer au Canada.

Le Devoir

UNE TRAVERSÉE NOMMÉE EXIL



L'exposition de Liam Maloney, *Messages textes pour la Syrie*, illustre l'attente pour des Syriens réfugiés au Liban, devant l'écran cellulaire, de recevoir des nouvelles de leurs proches restés au pays.

TEXTES : SARAH R. CHAMPAGNE

Migrer, un texto à la fois

Quand la technologie trace une ligne de vie, revisite la façon de concevoir l'identité

Le cellulaire est devenu la ligne de vie du migrant. Le photographe Liam Maloney et la sociologue Dana Diminescu mettent en lumière les croisements de la technologie et de l'intime. L'un dans une exposition, l'autre par ses études attentives, ils en viennent à la même conclusion: l'outil crucial est au centre d'une redéfinition de l'identité migrante.

Texte par texte, photo par photo, la crise syrienne se rapproche du visiteur de l'exposition *Messages textes pour la Syrie*. Ici, un jeune à plat ventre sur une couverture fatiguée, un œil allumé par l'écran, l'autre inquiet, dans l'ombre. Une très jeune silhouette, la main à l'oreille, se détache du mur derrière lui, laissant aussi croire à l'utilisation d'un téléphone.



Les mauvaises nouvelles arrivent aussi en format pixelisé: un édifice bombardé se tient au creux de la main.

Puis des hommes, des cigarettes, des camisoles avachies. Toujours ce regard absorbé par un faisceau de lumière, seule source du clair-obscur qui traverse toutes les photos. Difficile de décider si les deux pièces sombres ou sont accrochées les photos sont glauques ou intimes. Pendant que le visiteur se pose la question, son propre cellulaire, probablement au creux de sa paume ou de sa poche, le ramène à l'objet de toutes ces attentions, la sienne cette fois.

« 1 nouveau message ». L'inquiétude quotidienne se fait palpable, en même temps que les grillons, les sandales traînées sur le plancher, la musique pour se détendre ou celle pour prier, les échos de la trame sonore de l'installation de Maloney. On entre dans ce foyer de fortune, un abattoir désaffecté au Liban, situé à une trentaine de kilomètres de la frontière.

« Liban: quelles sont les nouvelles du village? » Concentré sur le même objet que le protagoniste sur papier grand format devant lui, le spectateur voit défiler rapidement une série d'échanges — réels — entre les réfugiés et les proches restés derrière. « Où es-tu? » Et puis encore: « Où es-tu maintenant? Et mes sœurs? » « Syrie: maintenant, tout va bien, les bombardements sont finis, je suis sur la route de Kherbe. »

Les photos de Maloney « montrent » finalement peu, le contexte volontairement laissé hors cadre. Elles auraient pu être prises « n'importe où, même à la sortie d'une discothèque », expose le Torontois d'adoption, un travail conscient pour contourner une certaine lassitude compassionnelle, pour que

l'Occidental moyen s'identifie aux Syriens. De toute façon, il n'y avait presque aucun bien meuble à photographier, puisque les réfugiés n'apportent souvent que des vêtements, de l'argent et leur cellulaire.

Fuir... et se brancher

Non seulement le cellulaire représente un fil, parfois mince, qui les relie à leur famille par-delà les frontières, mais il devient aussi l'outil privilégié de la migration et de l'intégration à leur nouvelle société. Les agences d'aide d'urgence, dont le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ont d'ailleurs commencé à intégrer la téléphonie mobile dans leur réponse humanitaire, notamment par la distribution de cartes SIM.

C'est ce que la sociologue Dana Diminescu appelle le « kit navigateur ». Le long chemin de l'exil est pavé de textos, de cartes Google et de groupes Facebook pour trouver le bon passeur ou l'endroit où dormir, puis de sites Web officiels qui indiquent où déposer une demande d'asile ou d'immigration.

La professeure à l'École d'ingénierie Télécom ParisTech voit dans cet accès à l'univers numérique, « potentiellement tout le temps », un changement dans la façon de concevoir l'identité des migrants: « La figure du migrant en tant que déraciné fait place à celle de l'humain très connecté. » De la « double absence » du migrant à la fois dans sa terre natale et celle d'accueil, expression forgée par le sociologue Abdelmalek Sayad, on passe ainsi à un « vivre-ensemble à distance, de présence par la technologie qui touche tous les aspects de la vie du migrant », expose M^{me} Diminescu.

Une ligne de vie qui transporte un potentiel de risque aussi. « Les nouvelles technologies permettent à la police ou à d'autres acteurs de tracer le migrant, et donc de potentiellement découvrir son statut ou ses allégeances politiques », note la chercheuse.

Lien au pays d'origine, allié de la route migratoire, le cellulaire est également un outil d'intégration. « C'est le secrétariat du pauvre. J'ai connu des migrants qui habitaient des squats, sans électricité ni téléphone fixe. La société d'accueil ne pouvait pas les joindre pour des jobs occasionnels », relate-t-elle.

Puis, petit à petit, ils ont trouvé des amis dans des réseaux virtuels d'entraide, qui les ont aidés à s'intégrer. Texte par texte.

L'exposition *Messages textes pour la Syrie* se poursuit jusqu'au 10 octobre à la Galerie B-312, à Montréal.



Sur le pont de Harmica, des migrants attendent qu'on leur ouvre la frontière entre la Croatie et la Slovaquie.



Des migrants traversent au point de passage ferroviaire frontalier à Roeszke, en Hongrie.

« Je me demande sans cesse comment couvrir un tel événement en représentant les migrants de façon authentique et avec toute la dignité qu'ils réussissent à conserver, malgré les épreuves et la longueur du périple »

Michel Huneault



Michel Huneault

HUBERT HAYAUD

Occident Express, dans l'œil du photographe Michel Huneault

Gares, frontières, camps informels et routes officieuses. Le fragile réseau actuel des migrations en Europe est tracé par ces points de jonction et d'embourbement. Une main qui tend une bouteille d'eau, une autre qui pose des barbelés. Tantôt courtois, tantôt autoritaires, les policiers et les militaires postés aux frontières font aussi partie du paysage, ils participent aux images de cohue des bulletins télévisés à travers le monde.

Une femme, croisée sur les quais. Quand elle s'assoit enfin dans le train menant jusqu'à la magnétique Allemagne, la digue qui retenait à la fois l'inquiétude et l'expectative se soulage de ses larmes.

Après la surprise initiale, la normalité reprend pourtant ses droits et s'installe, même dans ces lieux de passage qui se gonflent et se dégonflent de milliers de personnes quotidiennement. Les enfants recommencent à jouer, les fronts se défroissent, on trouve une place dans ce système d'accueil. Une infrastructure qui commence à peine à se formaliser, mais qui peut aussi

bien être toute chambardée dès le lendemain, selon les humeurs des politiques, selon les querelles entre les nations européennes.

Un flot qui laisse dans son sillage tout objet à l'utilité incertaine, des déchets ou des tentes encore montées, par exemple. Les vêtements déjà usés par l'exil, remplacés par ceux tendus, comme pour enfiler une nouvelle peau.

À pied, en bateau, en train ou en autobus, le trajet est clair dans la tête des migrants: un mouvement accéléré vers « l'eldorado » européen. Dans un travail qu'il a intitulé *Occident Express*, le photographe Michel Huneault remonte ces routes depuis les gares de Vienne et de Munich jusqu'aux frontières de l'Est, celles de la Hongrie, la Croatie, la Serbie et la Slovaquie.

Le Devoir



Des policiers hongrois surveillent le dernier tronçon non complété de la clôture de sécurité entre la Hongrie et la Serbie, fermé plus tard la même journée. Ci-dessous: des émigrants traversent au point de passage ferroviaire frontalier à Roeszke, avant la fermeture. Ils sont ensuite redirigés par bus, puis par train vers Budapest, ou encore directement vers la frontière avec l'Autriche.



Des gens attendent qu'on leur ouvre la frontière à Bregana, poste autoroutier de la Croatie vers la Slovaquie.



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

115, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone: 514 845-4980

Heures d'ouverture:
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

ACTUALITÉS

Une rare éclipse de super Lune prévue ce dimanche

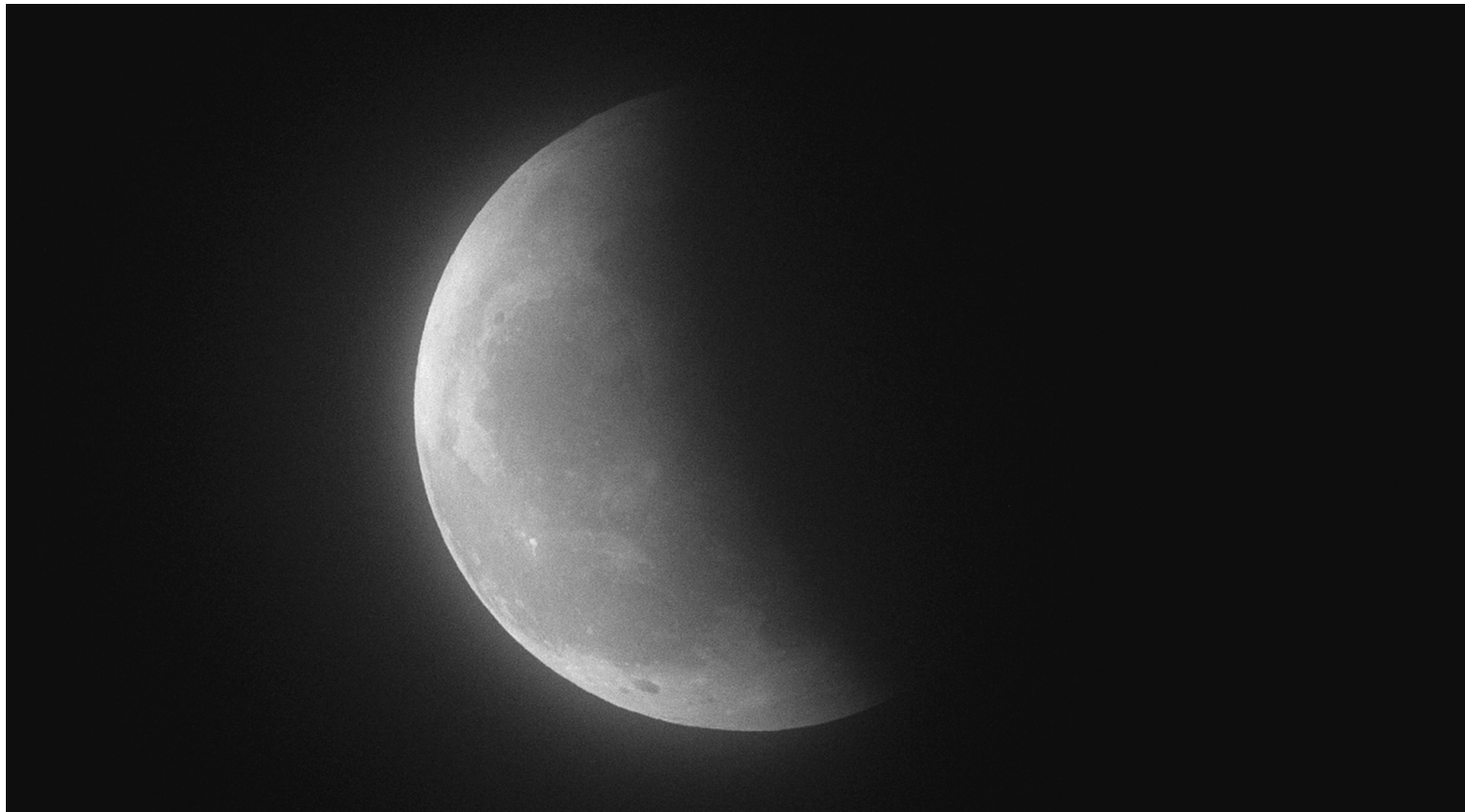
PAULINE GRAVEL

Souhaitons que le ciel soit dégagé dimanche soir, car un spectacle unique nous sera offert dans la portion sud-est du ciel, à partir de 21 h 07 : une éclipse totale de super Lune. L'astre lunaire s'engouffrera dans l'ombre de la Terre pendant 72 minutes.

Plusieurs éléments doivent être réunis pour qu'un tel spectacle ait lieu. D'abord, la Lune doit être pleine. Ensuite, le Soleil, la Terre et la Lune doivent être alignés dans cet ordre particulier. La Lune qui poursuit sa course en orbite autour de la Terre traversera alors le cône d'ombre que la Terre projette derrière elle. Lors de cette traversée, la Terre empêchera toute lumière directe en provenance du Soleil d'atteindre la Lune.

Une éclipse lunaire ne survient pas à chaque pleine Lune « parce que la trajectoire de la Lune est inclinée [de 5 degrés] par rapport à l'orbite de la Terre. Sur six pleines lunes, il y en a cinq où la Lune passe au-dessus ou en dessous de l'ombre de la Terre, ce qui fait qu'une portion de la Lune peut entrer dans l'ombre, c'est alors une éclipse partielle. Si la Lune entière entre dans l'ombre, comme cela se produira dimanche, c'est alors une éclipse totale », explique Marc Jobin, astronome au Planétarium Rio Tinto Alcan. Ce n'est que le 21 janvier 2019 qu'une éclipse lunaire totale sera à nouveau visible au Québec.

L'éclipse de ce dimanche se distinguera aussi par le fait que



NG HAN GUAN ASSOCIATED PRESS

L'éclipse de dimanche se distinguera par le fait que la Lune sera à son périégée, c'est-à-dire au point de son orbite elliptique le plus rapproché de la Terre, d'où le surnom de super Lune.

la Lune sera à son périégée, c'est-à-dire au point de son orbite elliptique le plus rapproché de la Terre, d'où le surnom de super Lune qu'on lui donne. « Une super Lune nous apparaît habituellement plus grosse et plus brillante parce qu'elle est plus rapprochée. En raison de la plus grande surface que nous voyons, on dit que la pleine lune au périégée est 30% plus brillante qu'une pleine lune à son apogée, qui est le point de son orbite le plus éloigné de la Terre », précise M. Jobin avant

de souligner que la prochaine éclipse de super Lune aura lieu en 2033.

Aussi, l'éclipse totale qui aura lieu ce week-end sera particulièrement longue. Elle durera 72 minutes (de 22 h 11 à 23 h 23), soit à peine moins que la durée maximale de 100 minutes que ce genre de phénomène peut atteindre. La durée de l'éclipse peut en effet varier selon que la Lune entre plus ou moins profondément dans l'ombre de la Terre.

Le spectacle débutera à

21 h 07, alors que la Lune commencera à entrer dans l'ombre de la Terre. Nous pourrions alors voir une forme arrondie qui se déplace à la surface de la Lune : « c'est en fait la Lune qui avance dans l'ombre », rappelle M. Jobin. Au bout d'une heure, soit à 22 h 11, la Lune sera complètement immergée dans l'ombre. « Mais, fait étonnant, alors qu'on s'attendrait à ce que la Lune disparaisse complètement dans l'ombre de la Terre, sa surface se colore et le coloris

est une surprise à chaque éclipse », souligne l'astronome.

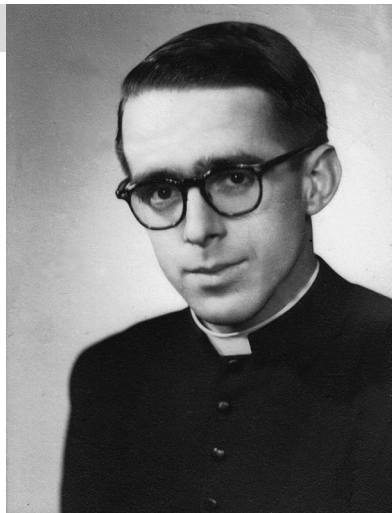
« L'ombre de la Terre n'est pas complètement noire parce que l'atmosphère terrestre dévie la lumière du Soleil vers l'intérieur de l'ombre », explique-t-il. De plus, cette lumière est rouge orangée, semblable à celle d'un coucher de soleil. « Quand le soleil se couche à l'horizon, ses rayons doivent traverser une plus grande épaisseur d'atmosphère [que lorsque le soleil est au zénith], avant d'atteindre nos yeux. Or,

les molécules d'azote de l'atmosphère diffusent dans toutes les directions les courtes longueurs d'onde (dans le bleu) de la lumière solaire, qui contient toutes les longueurs d'onde du spectre visible. Il ne subsiste donc que les longueurs d'onde plus longues, telles que le jaune, l'orange et le rouge, dans la lumière qui nous parvient. »

« Durant son passage dans l'ombre de la Terre, la Lune est éclairée par cette lumière qui a été appauvrie en bleu par son passage à travers une grande épaisseur d'atmosphère. De plus, les aérosols provenant d'éruptions volcaniques ou d'incendies de forêt qui sont présents dans l'atmosphère pourrissent atténuer l'intensité de cette lumière. Ce qui fait que d'une éclipse lunaire à l'autre, on ne sait pas exactement ce que nous allons voir », affirme M. Jobin avant de faire référence à l'échelle de Danjon qui permet de classer les éclipses de Lune en fonction de leur apparence et de leur luminosité. Proposée par l'astronome français André Danjon, cette échelle comprend cinq graduations : L = 0 est attribuée à une Lune très sombre et presque invisible, tandis que L = 4 correspond à une Lune très brillante, cuivrée ou orangée.

Chose certaine, une éclipse lunaire est un très beau spectacle que l'on peut observer sans crainte à l'œil nu, à travers des jumelles ou un télescope. De 20 h 30 à minuit, des télescopes amateurs seront installés devant le Planétarium pour permettre au public de voir de plus près la vedette de la soirée.

Le Devoir



Plusieurs se rappellent du bon Père Maurice LeBel s.a.s.

À la fin septembre 2014, il partait à l'âge de 85 ans.



Comme l'exprimait si bien Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, de Lisieux; pour le Père Maurice, il aimait la simplicité de son dialogue avec Dieu. Elle exprimait ainsi : « Je ne meurs pas, j'entre dans la vraie Vie Éternelle. Dieu ne sépare pas, Il unit ». Lorsqu'il était très jeune, il voyait son père faire sa prière à genoux et sa mère avant notre repos du soir. Elle montait tenant sa petite cithare, elle jouait à l'oreille pour nous des refrains connus; le gros chat jaune la suivait et posait tout à coup sa patte sur les cordes de l'instrument; c'était comme un signe de passer aux autres chambres. Ainsi notre maman terminait sa visite avant le repos en disant les trois « Je vous salue Marie » et en évoquant nos Saints Patrons. Le Père Maurice issu d'un milieu ouvrier et de bonne culture touchait ses premières notes au piano; Demoiselle Hudon de St-Pascal Kamouraska était bonne organiste et touchait aussi plusieurs instruments; elle chantait admirablement bien, sa voix avait été remarquée par des visiteurs américains de l'Opéra de Chicago et l'avait demandée à cette musique. Elle avait refusé, car elle aimait bien son village de St-Pascal. Le papa du Père Maurice était ouvrier, menuisier, ébéniste. Il avait travaillé au magasin Archambault musique; voyant dans la vitrine un nouveau piano non haut, il demanda à Edmond s'il pouvait l'acheter par versements; M. Archambault lui répondit sûrement. L'instrument arriva par le train à la station du chemin de fer; plusieurs enfants du village étaient là. Au Québec, il y avait de très bons facteurs de pianos : les Langelier, les Robitaille et les Lesage. Comme ma mère était excellente couturière dans le village de St-Pascal, elle créait les plus beaux chapeaux à notre professeur de musique : Ida Hudon; en retour, elle nous enseignait le piano. En semaine, on pratiquait les gammes, les accords et les arpèges. Le samedi et le dimanche le piano était réservé aux enfants qui n'avaient pas cet instrument; avec joie la maison se remplissait d'enfants et ils pianotaient. Après quelques semaines, ils y en avaient qui s'étaient composés de belles petites pièces musicales.

Un jour le grand-père de Maurice, Jean-Anselme LeBel, et le père de Maurice : Raoul, partirent aux U.S.A. à Falls River. Un soir tous les deux jouaient des pièces de violon classiques à l'oreille. Un monsieur très gentil s'approcha d'eux et les invita à s'initier à la méthode par un cours de musique. Ce monsieur était d'origine juive; nous avions conservé sa petite photo encadrée dans le salon. Notre grand-père très habile avait façonné quelques violons. Lors de la construction du chemin de fer d'est en ouest au Canada, plusieurs ouvriers Italiens vendaient des copies de violon de l'école de Crémone, à la somme de 25\$. Ce n'était pas de vrais Stradivarius et Guarnerius. Une petite nièce a encore cet instrument bien conservé et elle joue à l'orchestre dans la région de Gatineau. Le Père Maurice était fier de cela, le Père Maurice avait aussi beaucoup d'admiration pour Gilles Vigneault, poète, chansonnier et compositeur remarquable, il a su comprendre :

« Foi et Culture ». Il vient de composer un beau livret musical pour la messe. Maurice avait de l'admiration pour la grande Contralto : Marie-Nicole Lemieux venant du Saguenay reconnu mondialement. Quand elle retourne dans sa région, elle chante à l'église. Cette grande artiste a compris aussi : Foi et Culture.

Il a toujours beaucoup admiré M. André Cleckr, déjà réalisateur des grands concerts européens à Radio-Canada.

Bien d'autres admirations : Claude Gauthier, chansonnier qui a su composer : « Le plus beau voyage », hymne pour les Canadiens français et pour le Québec au Canada. Il n'oublie pas les Acadiens qui chantent l'Ave Mariste Stella sur un ton solennel (Foi et Culture).

La ville d'Edmundston dans les années 1940 et 1950 passait pour la ville la plus musicale au Canada : les nombreuses fanfares, etc. Jeanne Landry faisait venir les grands chansonniers et le grand violoniste, Arthur Leblanc.

Le Père Simon Larouche, prêtre de St-Jean Eudes : Eudiste, musicien créa le Collège St-Louis et aussi la Symphonie à Edmundston où son père Raoul jouait le violon.

Aujourd'hui encore les Brayons et Acadiens de cette ville jouissent de l'Orchestre philharmonique du Haut-Saint-Jean sous la direction de Daniel Finzi. Le grand compositeur acadien Calixte Duguay collabore avec son sens musical et harmonique.

Le Père Maurice a admiré le talent de Louise Courville, grande flutiste des prix internationaux. Elle créa l'Ensemble Nouvelle-France et collabora avec le grand organiste : Richard Paré.

Il a admiré aussi l'excellent organiste Raymond Daveluy. Il était remarquable improvisateur. Les grandes orgues Beckerath de l'Oratoire Saint-Joseph produisaient des sons plus que merveilleux.

Vincent Boucher organiste aussi à l'Oratoire est incomparable. Il est le fils d'une famille de musiciens. Il y a quelques années, le Père Maurice avait entendu le chansonnier français le Père Aimé Duval, jésuite. Des chants de spiritualité interprétés musicalement avec des valeurs. Présentement, le Père Robert Lebel, i.v.d. donne aussi des concerts hautement appréciés par le texte et la création musicale accompagnante.

Le Père Maurice aurait aimé que l'on produise plus souvent sur les émissions de radio les artistes comme André Gagnon, pianiste et compositeur incomparable.

Le Père Maurice créa avec Jean Giroux l'organisme SISCOM. Avec le grand musicien Père Eudiste, Armand Chouinard, il forma ALPEC. Il travailla à une Liturgie belle et priante. Le Sonographe, sa création lui permit d'enregistrer de grands artistes à des festivals comme celui de Lanauadière.

Lorsqu'il était au Collège Ste-Anne-de-La-Pocatière, il avait comme compagnon étudiant Pierre Dusseau très bon musicien et compositeur; il est à remarquer que son neveu Michel Dusseau était considéré dans ses concerts comme le meilleur interprète de Chopin.

Au Collège, l'Abbé Léon Destroismaisons, bon musicien et professeur; avec Raoul Jobin, notre grand ténor de Québec reçurent pour la première fois les premiers prix d'Europe décernés au Québec. Avec honneur, ils partirent sur le grand paquebot français « Le Normandie » pour recevoir ces grands prix.

Étant issu d'un milieu ouvrier, c'était pour lui un cadeau, car la famille avait le vrai sens de la pauvreté et du partage. Lorsque le Père Maurice était étudiant, l'été, c'était le temps d'être avec son père et son frère pour le travail pour la Compagnie de Monsieur J. P. Desrochers, entrepreneur toujours avec un grand sens humain et d'attention pour ses ouvriers. Mon père l'avait connu pendant le crash financier de 1929-1935. Il était allé à une rencontre à l'église et M. Desrochers avait demandé à mon père quel était son métier. Mon père lui a répondu : « Je suis menuisier. » M. Desrochers lui avait exprimé : « As-tu ton coffre d'outils? » Mon père lui répondit : « Oui, je l'ai. » Monsieur Desrochers lui répondit avec assurance : « Va le chercher, je t'engage pour la vie. » Mon père et la famille ont toujours eu beaucoup d'admiration et de reconnaissance à son égard. Deux de ses fils étaient jésuites, l'un a fondé l'École des Sciences Politiques de l'Université de Montréal et l'autre l'École de Bibliothéconomie. Il donnait des cours à Radio-Canada. Mon père a toujours eu aussi beaucoup d'admiration et de reconnaissance à l'égard de la famille Lortie (Gérard et Jean).

Le Père Maurice a hérité d'un héritage de partage, de savoir ici et en Amérique Latine; missionnaire là-bas dans les paroisses les plus pauvres. Le Cardinal Roy avec la conférence de Medellín avait constaté que l'Église latino-américaine était trop versée du côté des populations riches. C'était aussi le temps des dictateurs. Plusieurs prêtres francophones se sont dévoués là-bas. Cela demandait beaucoup de courage et de foi. On se rappelle que le Père O.M.I. Lefèvre a été tué. Le Père Maurice lorsqu'il avait créé et construit la radio pour la sensibilisation de la population, il avait été aussi menacé. Le Père Maurice disait : « Quand on veut le bien, on le fait, même avec menaces et périls. À la fin, Dieu est avec nous pour soulager le plus faible. »

Mon père a toujours considéré le journal Le Devoir; il considérait que cette publication respectait toujours les quatre codes d'éthique de la presse. Il aimait et admirait toute la vie du fondateur de ce journal, Henri Bourassa.

La messe anniversaire de ses funérailles aura lieu à St-Pascal de Kamouraska, le 27 septembre 2015 en l'église à 11 heures (heure du Québec).

Parents et amis sont conviés.

Lettre ouverte à tous les chefs des partis

Le monde a changé, mais nos valeurs sont restées les mêmes

Le Canada est fier de sa tradition humanitaire.

Notre pays a mené la création d'une force de maintien de la paix de l'ONU, laquelle a joué un rôle fondamental dans la promotion de la paix et de la sécurité à l'échelle internationale.

Nous avons contribué à l'établissement de la Cour pénale internationale afin que les auteurs de génocides, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité soient traduits en justice.

Notre pays a aussi reçu la Médaille Nansen pour son intervention auprès des réfugiés vietnamiens et pour ses contributions à la cause des réfugiés partout dans le monde.

Nous avons lancé l'Initiative de Muskoka pour la santé maternelle, néonatale et infantile afin de mettre un terme à la mort évitable de mères et d'enfants.

Aujourd'hui, après la mort du petit Alan Kurdi, nous devons réaffirmer nos valeurs sur la scène mondiale.

La situation actuelle nous ramène en 1984 alors que les terribles images de famine en Éthiopie ont incité le Canada à exiger à l'ONU un « effort herculéen de la part de tous les États membres. » Ce leadership canadien a mené à la plus importante opération de secours humanitaire de l'histoire jusqu'à ce jour, sauvant de la famine une population estimée à 7 millions de personnes en Éthiopie et à 22 millions dans les pays voisins.

Les parallèles sont frappants. En 1984, l'Éthiopie représentait un État paria aux prises avec une crise humanitaire, en pleine guerre froide. Aujourd'hui, au cœur de la tempête au Moyen-Orient, 12 millions de Syriennes et de Syriens sont déplacés.

Le monde a changé, mais nos valeurs sont restées les mêmes.

La vague d'inquiétude et de soutien soulevée par les Canadiennes et Canadiens à l'égard des réfugiés syriens doit se refléter dans l'ambition de leurs chefs.

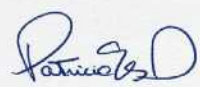
Le débat sur la politique étrangère cette semaine est l'occasion parfaite pour les candidats d'articuler une vision et réaffirmer le rôle et la réputation du Canada en tant que leader humanitaire dans le monde.

Le Canada s'est engagé à verser un montant équivalent aux dons canadiens pour la crise syrienne – jusqu'à hauteur de 100 millions \$, en plus de ses engagements antérieurs. Mondialement, l'opération de secours n'a même pas amassé la moitié du financement requis. La communauté internationale doit veiller à ce qu'un financement suffisant, fiable et flexible soit assuré. Cependant, si les opérations humanitaires doivent être financées, il faut aussi s'attaquer aux racines de la crise, et le Canada a un rôle charnière à jouer.

Nous pouvons commencer par :

- exiger la fin des **abus à l'encontre des femmes et des enfants**, y compris le viol en tant qu'arme de guerre et le recrutement d'enfants soldats ;
- insister pour que tous les partis respectent les lois internationales, **cessent les attaques contre les écoles et les hôpitaux**, et mettent fin à l'utilisation d'armes explosives dans des régions densément peuplées ;
- **assurer une nette distinction entre les interventions militaires et humanitaires du Canada** afin d'assurer la sécurité des travailleurs humanitaires ;
- faire pression pour obtenir une pleine conformité aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en exigeant un **accès humanitaire sans entraves** ;
- redémarrer un effort mondial pour mettre la **protection des civils** dans les **conflits armés** à l'ordre du jour ;
- contribuer aux efforts mondiaux afin d'apporter **une solution politique** qui mettra un terme au conflit ;
- augmenter le nombre de **réfugiés et faciliter leur réinstallation** au sein de nos frontières.

Il est temps que le Canada soit à la hauteur du meilleur de ses traditions. Voyons si nos chefs sont d'accord.



Patricia Erb
Présidente et chef
de la direction
Aide à l'enfance



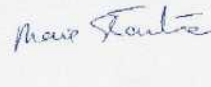
Gillian Barth
Présidente et chef
de la direction
CARE Canada



Julie Delahanty,
Directrice générale
Oxfam Canada



Denise Byrnes,
Directrice générale
Oxfam Québec

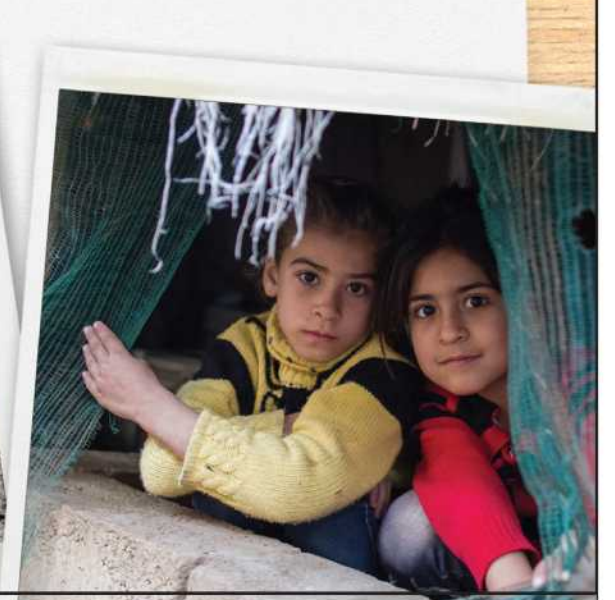


Marie Staunton
Chef de la direction
intérimaire
Plan International
Canada Inc.



Nicolas Moyer
Directeur général de la
Coalition Humanitaire

**COMMENT POUVEZ-VOUS AIDER? FAITES UN DON À LA COALITION
LE GOUVERNEMENT VERSERA UN MONTANT ÉQUIVALENT À VOTRE DON.**



ACTUALITÉS

RELATIONS DE TRAVAIL

Péladeau est un spécialiste du lockout, dit le ministre Moreau

ALEXANDRE ROBILLARD à Québec

Le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, a mis en doute la crédibilité et le leadership du chef péquiste, Pierre Karl Péladeau, vendredi à la suite de ses commentaires sur des changements attendus aux relations de travail dans les municipalités.

Après un discours devant les membres de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), M. Moreau a rejeté les critiques de M. Péladeau, qui a remis en question la légalité de nouveaux pouvoirs que le gouvernement veut donner aux élus municipaux.

«Je pense que M. Péladeau n'est pas le gars le plus crédible au monde quand il s'agit de parler de relations de travail», a-t-il dit en point de presse.

M. Moreau a également mis en doute son leadership devant les contradictions entre les positions de M. Péladeau et de son porte-parole pour le dossier des municipalités, Sylvain Gaudreault, concernant un droit de lockout qui pourrait être donné aux municipalités.

«Quand je le vois contredire son porte-parole en matière d'affaires municipales, sur les relations de travail, je me demande quel genre de leadership il exerce, a-t-il dit. Et quant à sa position finale sur les relations de travail, il se garde une petite gêne, il est dur à suivre.»

M. Moreau a fait référence au bilan de M. Péladeau en matière de relations de travail lorsqu'il était président et chef de la direction du conglomerat Québecor, une entreprise qui a eu recours au lockout avec ses employés. «Quand il commente le lockout, il pense que c'est un spécialiste de la chose, alors j'imagine qu'il pourrait dire si ça s'applique ou pas», a-t-il dit.

Alors que l'ex-chef péquiste Pauline Marois ainsi que M. Gaudreault ont repoussé l'éventualité de donner un droit de lockout aux dirigeants municipaux, M. Péladeau a été incapable d'exprimer la même position cette semaine.

Lors de son passage devant

les membres de la FQM réunis en congrès jeudi, M. Péladeau a invité les élus à se méfier de la légalité d'un nouveau pouvoir de décréter les conditions de travail que le gouvernement propose aux municipalités dans un nouveau pacte fiscal.

M. Moreau a rejeté ces arguments vendredi en insistant, en réponse à une question d'un maire qui a suivi son discours, sur l'importance d'une négociation de bonne foi avant de recourir au décret. «Les éléments reliés aux relations de travail sont balisés très largement par les décisions de la Cour suprême du Canada, a-t-il dit. Et le premier élément, c'est celui de négocier, et de négocier de bonne foi.»

Dans son allocution, M. Moreau a déclaré que le gouvernement est incapable de faire plus, avec son offre de pacte fiscal, en raison de la situation des finances publiques. «Ce qu'on fait, on le fait dans la mesure de nos moyens et si on avait pu en mettre plus, on en aurait mis plus, a-t-il dit dans un discours. Mais on ne pouvait pas en mettre plus que ça.»

M. Moreau a loué le talent de négociateur du président de la FQM, Richard Lehoux, tout en reconnaissant que certains membres ont dénoncé son manque de vigueur dans la négociation du pacte fiscal avec Québec. «Je sais que certains ont fait une critique en disant: M. Lehoux, il n'est pas assez agressif, a-t-il dit. Peut-être, mais c'est un sacré bon négociateur, ça je peux vous le dire, j'étais assis à la même table que lui et je vous félicite pour ce que vous avez fait.»

Le ministre a également félicité les membres du conseil d'administration pour leur prise de position favorable à la ratification de l'offre gouvernementale, qui doit se traduire par 280 millions de dollars supplémentaires.

Ce samedi, la FQM dévoilera le résultat d'un vote qui permettra de savoir si ses membres acceptent l'offre de pacte fiscal, qui prévoit les transferts financiers aux municipalités pour les quatre prochaines années.

La Presse canadienne

«Je pense que M. Péladeau n'est pas le gars le plus crédible au monde quand il s'agit de parler de relations de travail»

Le ministre Pierre Moreau

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens.
Antiquités haut de gamme.
Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Le Forum des idées du PLQ sur l'éducation s'ouvre sur fond de controverse

PHILIPPE ORFALI

Un «forum grand public» peut-il être organisé par un parti politique et exiger 150\$ à l'entrée? Le retour du Forum des idées pour le Québec du Parti libéral de Philippe Couillard, qui se déroule tout le week-end à Saint-Lambert, ramène une fois de plus cette question à l'avant-scène.

Il s'agit de la troisième édition de ce rendez-vous, lancé en 2013 par le chef libéral Philippe Couillard, alors dans l'opposition. Le forum de cette année a la particularité de s'attarder à une question beaucoup plus grand public et rassembleuse que les précédents, qui portaient sur l'économie et l'innovation, croit Jean-François Garneau, directeur-fondateur du Forum des idées pour le Québec et président de son comité scientifique. «C'est aussi un sujet où il y a beaucoup plus de passions», dit-il. «Cela concerne tout le monde.»

Or, tout le monde ne pourra y être. M. Garneau se félicite d'avoir su attirer des sommités du milieu de l'éducation, tel Jean-Michel Blanquer, directeur de l'École supérieure de sciences économiques et commerciales de France, ou l'ancien doyen de la Faculté d'éducation de l'Université de Toronto, Michael Fullan. Mais il reconnaît que les syndicats, les groupes de parents et les enseignants ne sont pas nécessairement les bienvenus à la table. «On n'a pas invité de représentants des commissions scolaires, de parents, d'écoles privées. Quand ces gens-là viennent, ils veulent venir



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Le Forum des idées, lancé en 2013 par le chef libéral Philippe Couillard, alors dans l'opposition, en est à sa troisième édition.

énoncer leur position qu'ils énoncent déjà ailleurs. Ça a pour effet de transformer le forum en table de négociation. Je ne suis pas le gouvernement», dit-il.

Critiques

La situation en indispose plusieurs, dont la présidente de la Centrale des syndicats du Québec, Louise Chabot. Dans un billet consacré à la question, sur son blogue, elle soutient que le gouvernement Couillard «confond son propre

intérêt et l'intérêt public, la promotion de ses activités partisanes et la mission fondamentale d'un État».

Le député péquiste Bernard Drainville avait, lui aussi, dénoncé la situation à l'Assemblée nationale la semaine dernière. «On n'est pas contre un colloque sur l'éducation. Le problème qu'on a, c'est pourquoi faut-il faire un cheque au Parti libéral pour aller discuter d'éducation au Québec?»

«Le ministre de l'Éducation

nous invite à jaser éducation, mais pour ça il faut aller dans un colloque du PLQ et faire un cheque au PLQ. Est-ce qu'on peut savoir pourquoi il faut payer 150\$ pour avoir le privilège de parler d'éducation avec le ministre?»

M. Garneau reconnaît que le prix de l'entrée peut en rebuter certains, mais rappelle que cette somme permet de couvrir les frais de la tenue de l'événement. La plupart des organisateurs paieront eux aussi le billet d'entrée et les panélistes qui participent au Forum n'ont pas reçu de cachet, a-t-il soutenu. Le quart des 52 000\$ amassés par la vente de 350 billets à 150\$ serviront d'ailleurs à assurer la diffusion de l'événement sur Internet, gratuitement.

Des sommets tels le Forum des idées pour le Québec, qui se déroule jusqu'à dimanche, organisés par des partis politiques sans être forcément partisans, sont chose rare en politique canadienne, relève M. Garneau. «On cherche à faire en sorte que des gens qui ne se rencontreraient pas habituellement le fassent. On trouve que c'est pertinent, une fois par année, d'effectuer cet exercice. Tous peuvent y discuter de façon égalitaire. Le souhait, c'est que les autres partis en viennent à faire de même.»

Le Devoir

Lire aussi · La confiance et l'innovation, clés de l'éducation. Un texte de Jean-Michel Blanquer, directeur général du Groupe ESSEC. Page B 5

Santé: des listes d'attente seraient artificiellement diminuées, accuse l'APTS

Des gestionnaires utilisent des subterfuges pour diminuer artificiellement la longueur des listes d'attente dans certains secteurs du réseau de la santé et ainsi faire bonne figure devant leurs supérieurs au ministère de la Santé.

C'est du moins ce que prétend l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), qui représente quelque 32 000 employés, notamment les travailleurs sociaux, psychologues, ergothérapeutes et orthophonistes du réseau public.

Selon l'APTS, ce sont surtout les secteurs des services à domicile et de la santé mentale qui sont touchés par ce phénomène, qui se serait amplifié depuis la création des Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS).

Certains CISSS auraient aboli les listes d'attente en santé mentale, selon le syndicat, en obligeant les psychologues à traiter leurs patients en thérapie de groupe plutôt qu'en sessions privées, sans égard à leur diagnostic.

«De cette façon-là, on est plus productif», relève Stéphane Léger, vice-président de l'APTS. Mais j'appelle ça de la pseudo-performance. On a l'air plus productif sur papier, mais est-ce qu'on donne une bonne qualité de soins aux clients? Dans certains cas, c'est non.

Mais on a de belles statistiques et on peut ainsi respecter les normes d'attente quant au temps d'accès», ajoute-t-il.

Ces balises sont fixées par le ministère. Elles établissent un délai maximal de 30 jours d'attente pour des soins de première ligne en santé mentale et de 60 jours pour les soins de deuxième ligne. Des attentes irréalistes avec les ressources en place, croit le syndicat.

Pour respecter les attentes gouvernementales, certains gestionnaires joueraient donc avec les règles. «Un patient ne devrait pas attendre plus de 30 jours, alors on le fait disparaître», illustre M. Léger.

Une autre astuce qui aurait été mise au jour par l'APTS consisterait à imposer aux travailleurs sociaux de prendre en charge tous les nouveaux patients qui se présentent, même s'ils n'ont aucun temps à leur consacrer.

«Le patient croit qu'il est pris en charge, mais il n'y a pas d'intervention qui va se faire avant peut-être quelques semaines», explique M. Léger. Des situations qui mettent beaucoup de pression sur les professionnels du réseau de la santé et qui les placeraient même, dans certains cas, dans des situations de fautes déontologiques, estime l'APTS.

La Presse canadienne

ANGLADE AU PLQ

Le contexte politique a bien changé depuis 2012

LIA LÉVESQUE

La nouvelle candidate du Parti libéral dans Saint-Henri-Sainte-Anne, Dominique Anglade, ex-présidente de la Coalition avenir Québec, estime que le contexte politique a bien changé depuis qu'elle était à la CAQ et qu'elle dénonçait les «vieux partis» usés comme le PLQ.

La CAQ affirmait alors qu'il y avait des odeurs de corruption autour du Parti libéral du Québec.

Interrogée vendredi sur ses déclarations passées, alors qu'elle se présentait aux côtés de son nouveau chef, Philippe Couillard, dans le sud-ouest de Montréal, M^{me} Anglade a soutenu que le contexte politique avait bien changé depuis. Elle était présidente de la CAQ en 2012-2013 et avait tenté de se faire élire dans Fabre pour la CAQ en 2012.

«Depuis ces élections et ce temps-là, il y a eu une nouvelle loi sur le financement des partis politiques, il y a eu la mise en place de l'UPAC. Même à Montréal, il y a eu le Bureau de l'inspecteur général qui a été créé, donc beaucoup d'éléments qui ont été mis en place justement pour passer à une autre étape. Et je pense qu'aujourd'hui, on est là, à un autre moment, avec un leadership qui est renouvelé, avec une

équipe qui est renouvelée au Parti libéral.»

Par ailleurs, M^{me} Anglade n'a pas répliqué directement à l'affirmation du chef de la CAQ, François Legault, voulant qu'elle fasse le saut au PLQ pour devenir ministre. Elle a assuré qu'elle visait simplement à se faire élire comme députée de Saint-Henri-Sainte-Anne, en remplacement de la démissionnaire Marguerite Blais, et que la suite était une prérogative du premier ministre Couillard.

M^{me} Anglade a aussi justifié son divorce idéologique en soutenant que la CAQ avait changé, au fil des ans, et qu'elle n'était plus la coalition qu'elle avait connue. «Au moment de la formation de la Coalition avenir Québec, il y avait une aile libérale, une aile péquiste et une aile adéquate à l'intérieur de la coalition, avec un objectif — qui était peut-être idéaliste —, mais qui était de former une coalition de toutes les tendances. Mais force est de constater, avec le temps, que l'aile libérale a tranquillement disparu et n'est plus présentement représentée à la Coalition avenir Québec», a d'abord affirmé M^{me} Anglade.

Le premier ministre Couillard s'est dit enchanté de l'accueillir au sein de l'équipe libérale, elle qui a une expérience à la fois économique et communautaire.

La Presse canadienne



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ **20%** de rabais sur TOUS nos abat-jour et **40%** de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 26 septembre au 31 décembre 2015.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

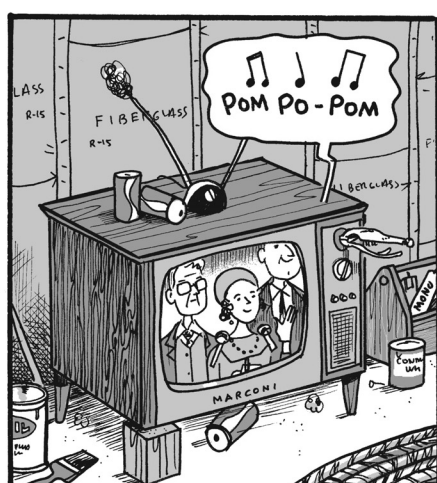
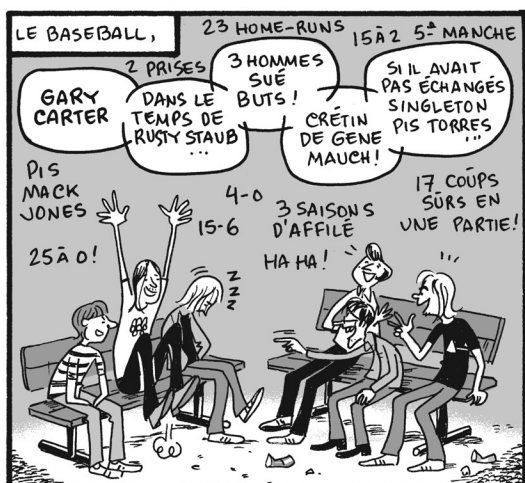
Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest • (514) 344-8555 • 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier • (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

En avant-première dans *Le Devoir* se dévoile un chapitre entier de *Paul dans le Nord* (La Pastèque), attendu début octobre. Découvrez le fragment de vie d'un Paul de 16 ans, troublé et troublant. Dix-huit planches à lire chaque samedi, jusqu'au 3 octobre.



Michel Rabagliati

Paul dans le Nord



97

98



99

100

Gardez le fil de l'histoire

Procurez-vous *Le Devoir* de samedi prochain pour poursuivre votre lecture des toutes premières planches de l'album *Paul dans le Nord*, attendu plus tard cet automne.



Paul dans le Nord © Michel Rabagliati. Tous droits réservés. 2015 © Les Éditions de la Pastèque

ACTUALITÉS

AGORA

SUITE DE LA PAGE 1

La controverse

«Je suis certain que le nouveau concept pour le square Viger fera largement consensus», a indiqué le maire Coderre lors du dévoilement du projet vendredi. Selon lui, le nouvel aménagement sera plus convivial et sécuritaire tout en respectant l'esprit de l'œuvre de Charles Daudelin.

Le square Viger a mal vieilli, a admis Denis Coderre. Composée de structures de béton et inaugurée en 1983, Agora avait été conçue pour accueillir des activités d'animation, mais son aménagement n'a jamais été complété. La fontaine Mastodo s'est brisée après un mois et n'a pas été réparée. Au fil des ans, le square est devenu un repaire d'itinérants et de marginaux.

Denis Coderre a fait valoir que le concept présenté en juin dernier par son administration n'était pas satisfaisant: «Moi, je trouvais qu'il n'y avait pas assez d'espaces verts là-dedans.»

Il a moins insisté sur le fait que le projet initial, avec la destruction d'Agora, avait été très mal accueilli par la famille et qu'il avait été décrié par le milieu des arts. Quatre musées montréalais, dont le Musée des beaux-arts et le Musée d'art contemporain, avaient pressé le maire Coderre de revenir sur sa décision de détruire Agora. Ils décriaient l'œuvre de Daudelin comme une «réalisation majeure de l'un des pionniers modernes de l'intégration de l'art à l'architecture, au Québec comme au Canada».

Pendant des mois, le maire a maintenu qu'il gardait le cap malgré les critiques et qu'Agora serait détruite. Puis, en juillet, la Ville a annulé l'appel d'offres visant la transformation du site. Elle a par la suite fait appel à deux architectes, Christian Thiffault et Eric St-Pierre, pour concevoir une nouvelle proposition d'aménagement.

La famille Daudelin n'a pas participé à la réalisation du concept, a précisé le maire Coderre, mais la nouvelle proposition d'aménagement lui a été présentée.

La famille satisfaite

Dans un bref communiqué, la famille Daudelin a salué le travail de l'administration qui a permis de sauver Agora de la destruction: «En s'appuyant sur une étude sérieuse du contexte historique, du site, des principes fondateurs et des éléments constitutifs d'Agora, telle qu'imaginée par Charles Daudelin, cette nouvelle proposition rejoint plusieurs de nos recommandations et démontre qu'il est possible de répondre aux problématiques de sécurité soulevées par la Ville tout en évitant la démolition.»

Le directeur du Regroupement des artistes en arts visuels du Québec (RAAV), qui avait dénoncé avec virulence le projet initial de la Ville, s'est dit satisfait du dénouement. «C'est une bonne nouvelle, a indiqué son directeur général, Christian Bédard. On a réussi à conserver une partie de l'œuvre de Daudelin. Ce n'est pas tout à fait comme on aurait voulu que ce soit, mais je



Vue à vol d'oiseau de l'ilot Daudelin projeté. La sculpture-fontaine Mastodo est repositionnée au centre de l'ilot, dans une mise en scène conçue autour de jeux d'eau.



Certaines des pergolas en béton sont mises en valeur. Leurs toitures sont retirées afin d'augmenter la lumière naturelle dans le cœur de l'ilot.

crois que ça représente un honorable compromis dans les circonstances. Je pense qu'il faut être reconnaissant au maire d'avoir continué sa réflexion et d'avoir accepté de revoir le projet.»

Nathalie Bondil, directrice du Musée des beaux-arts de Montréal, juge que la Ville a su concilier la revitalisation du patrimoine et les enjeux de sécurité avec le nouveau concept. «Il y a une actualisation de l'œuvre de Daudelin avec la préservation de certains éléments bâtis, mais à la lumière d'une dynamique qui va permettre à ce square de revivre, a expliqué M^{me} Bondil au Devoir. Ce sera beaucoup plus ouvert sur l'extérieur et mieux intégré à l'espace du CHUM. J'ai envie de dire: «Bravo la Ville» parce qu'ils ont réagi de manière intelligente.»

Un nouvel appel d'offres sera lancé sous peu

et la Ville entend clôturer le site en novembre. Des ressources communautaires ont été mises à contribution pour venir en aide aux itinérants. Les travaux devraient commencer au printemps 2016 pour se terminer en août 2017, année du 375^e anniversaire de Montréal.

L'opposition à l'Hôtel de Ville s'est dite déçue. «Dès le départ, on avait un sentiment d'improvisation dans ce dossier. On reconnaît qu'il y a certaines améliorations au projet. On conserve une partie de l'œuvre de Daudelin, mais on en perd quand même plus que la moitié», a déploré la conseillère de Projet Montréal Anne-Marie Sigouin. Selon elle, il faudra davantage qu'un café pour animer les lieux.

Le Devoir

SOUFFLE

SUITE DE LA PAGE 1

Christine à Barcelone, le président Artur Mas a été explicite: dans 18 mois, la Catalogne pourrait être indépendante. Lancement d'un dernier appel à ne pas disperser le vote indépendantiste, le populaire écologiste Raül Romeva a promis un gouvernement «concentré» déterminé à lancer le processus d'accession à l'indépendance.

Pendant ce temps, à 15 minutes de là au Palais des congrès, le président espagnol, Mariano Rajoy, tenait lui aussi sa dernière assemblée de campagne en compagnie de l'ancien président français Nicolas Sarkozy qui a déclaré que «ceux qui se divisent sont des faibles». Pendant toute la campagne, le leader du Partido Popular, largement minoritaire en Catalogne, a maintenu la ligne soutenue sans relâche depuis l'élection d'une coalition indépendantiste en 2012: l'Espagne est une et indivisible! Même s'il a reconnu que cette élection était tout de même «différente», le premier ministre se dit prêt à prendre tous les moyens pour protéger l'unité de l'Espagne.

«Les Catalans ont déjà remporté une première victoire, constate le politologue et historien Juan Culla. Ils ont trouvé le moyen de contourner le référendum annulé l'an dernier.» Ils avaient alors dû se rabattre sur un référendum informel qui avait mobilisé 2 millions de personnes et donné 80% des voix aux indépendantistes.

«Dimanche, tout dépendra de la majorité qu'obtiendront les indépendantistes, dit Culla. S'ils obtiennent à la fois la majorité parlementaire et plus de 50% des voix, le choix des Catalans sera clair et la confrontation avec Madrid sera frontale. Les événements pourraient alors se précipiter. S'ils n'obtiennent qu'une majorité parlementaire, tout sera beaucoup plus compliqué.»

Quelle majorité?

Les sondages accordent tous une majorité de sièges aux indépendantistes. Mais leur répartition pourrait changer la donne. La coalition indépendantiste Junts pel Sí pourrait en effet avoir besoin pour gouverner des voix d'un autre parti qui présente sa propre liste, celui des indépendantistes radicaux de gauche de la CUP. Plus radical encore, ce parti propose ni plus ni moins que de déclarer unilatéralement

Artur Mas a-t-il refusé de recevoir Péladeau?

À l'aube d'une élection référendaire en Catalogne, Pierre Karl Péladeau s'est entretenu mercredi avec le président catalan, Artur Mas. Le chef du Parti québécois a souhaité bonne chance au président, qui propose s'il est reporté au pouvoir d'enclencher le processus d'accession de la Catalogne à l'indépendance. Le Devoir a cependant appris de source sûre que Pierre Karl Péladeau serait allé à Barcelone s'il avait eu l'assurance d'être reçu par Artur Mas. «On n'a affectivement pas eu de confirmation de rencontre officielle avec monsieur Mas», nous a d'ailleurs confirmé Carole Poirier, porte-parole de l'opposition en matière de relations internationales qui est actuellement à Barcelone avec une délégation du Parti québécois. «M. Péladeau n'a pas sollicité de rencontre officielle. Il a mentionné à M. Mas, lors de leur entretien téléphonique, qu'il serait ravi de le rencontrer éventuellement lors d'un prochain voyage», a cependant réagi Bruno-Pierre Cyr, attaché de presse du chef de l'opposition officielle. Pour expliquer l'absence de Pierre Karl Péladeau à Barcelone, il invoque un conflit d'horaire. Pierre Karl Péladeau avait assisté au référendum écossais en septembre 2014 ainsi qu'à la grande consultation informelle sur l'indépendance de la Catalogne le 9 novembre dernier. À l'époque, il n'était pas encore chef de l'opposition.

l'indépendance de la Catalogne au lendemain de l'élection. Il semble cependant impossible que la CUP puisse imposer une rupture aussi radicale, ou moins dans un premier temps.

Si les indépendantistes ont à la fois une majorité parlementaire et plus de 50% des voix, Joan Culla est convaincu qu'Artur Mas sera déterminé à aller jusqu'au bout.

«Contrairement à ce que croit Madrid qui ne comprend rien à ce qui se passe en Catalogne, Artur Mas n'est pas fou, dit-il. Ce n'est pas non plus un simple opportuniste. Depuis 2012, Mas a décidé de prendre les devants et de ne pas se laisser distancer par le mouvement indépendantiste qu'il a vu littéralement exploser en quelques années à peine dans le peuple catalan.»

Si Mas a les mains libres lundi, il enverra alors une lettre d'intention au roi d'Espagne pour l'informer du lancement d'un processus de séparation. Sa feuille de route prévoit la création de nouveaux ministères, la rédaction d'une Constitution (soumise à référendum), le transfert des compétences aujourd'hui dévolues à Madrid et l'ouverture de négociations avec l'Espagne et l'Union européenne.

La réaction de Madrid

«Ça, c'est pour le scénario idéal. Mais, tout dépendra de la réaction de Madrid», dit Culla. Pour l'instant, Mariano Rajoy s'est surtout assuré d'avoir tous les moyens légaux pour mettre la Catalogne au pas. Le Tribunal constitutionnel l'a assuré qu'il pouvait destituer des fonctionnaires

qui accepteraient de passer à des entités catalanes. Il peut même recourir à l'article 155 de la Constitution qui autorise Madrid à forcer un gouvernement régional à respecter la Constitution, quitte à mettre son président en prison.

«À quelques jours de cette élection historique, Rajoy n'a toujours pas de plan précis, constate le chroniqueur de La Vanguardia Marius Serra. Madrid croit que l'indépendance est un épiphénomène qui disparaîtra rapidement. Mais elle se trompe.» Pour la plupart des observateurs catalans, si les indépendantistes ont une double majorité dimanche et que Madrid refuse de discuter, le ton pourrait monter rapidement et les événements se précipiter, forçant peut-être l'Union européenne à intervenir.

«Mais si les indépendantistes n'ont pas une majorité de voix, il faudra peut-être attendre les élections espagnoles en décembre prochain», dit Serra. Trois mois à peine après les Catalans, les Espagnols se rendront eux aussi aux urnes. La question catalane pourrait être au cœur de ce scrutin.

«Même si la gauche socialiste n'est pas plus ouverte que la droite à l'autonomie catalane, elle pourrait peut-être s'asseoir à une table et discuter, dit Serra. Qui sait? Mais le triomphe de la gauche à ces élections est loin d'être certain. Le parti qui monte en ce moment, c'est Cuitadans, une version plus moderne du Partido Popular. Ma seule certitude, c'est que l'idée de l'indépendance, elle, n'est pas un feu de paille.»

Le Devoir

MIGRANTS

SUITE DE LA PAGE 1

sièrs mois cette augmentation du nombre de personnes sur les routes migratoires. Puis l'accélération se fait sentir à la fin de l'été. Le 26 août, la chancelière allemande, Angela Merkel, visite un camp de réfugiés et fait une déclaration qui marque un changement de ton. «Il n'y aura aucune tolérance envers ceux qui ne respectent pas la dignité d'autrui», affirme-t-elle, en précisant que l'Allemagne entend être un pays d'accueil. Le lendemain, on fait la découverte macabre d'un camion chargé de plusieurs dizaines de morts sur le territoire autrichien. Moins d'une semaine plus tard, la photo d'Aylan Kurdi, un bambin syrien retrouvé mort sur une plage de la Turquie, alerte l'opinion publique pour de bon.

Pendant que le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU s'époumone à demander une réponse coordonnée, au sommet, les 28 membres de l'UE ne s'entendent pas. Le 13 septembre, l'Allemagne tape du poing et rétablit les contrôles aux frontières, une entorse au principe de libre circulation dans l'espace Schengen, acceptée dans des circonstances exceptionnelles. Cette terre promise des migrants est rapidement imitée par l'Autriche, la Slovaquie et les Pays-Bas.

La Hongrie achève deux jours plus tard la construction de son mur de barbelés avec la Serbie, quand plus de 200 000 personnes ont déjà transité sur son territoire. Les migrants ne restent pas longtemps dans les limbes: ils trouvent aussitôt une autre route à suivre depuis la Serbie, celle de la Croatie. Le voisin des Hongrois s'ouvre, puis se referme, puis s'ouvre à nouveau vendredi sous la pression européenne.

Un échec pour l'Europe?

Résultat des guerres et des conflits au Proche-Orient, le flot est aussi alimenté par le désespoir et le manque de ressources croissantes dans les camps de réfugiés. Après avoir convenu d'une répartition de 120 000 personnes mardi dernier, les 28 États membres ont ainsi accepté de mobiliser 1 milliard d'euros pour les agences de l'ONU qui travaillent dans les pays limitrophes de la Syrie. Les moyens de renforcer la frontière extérieure de l'UE ont aussi occupé les discussions.

L'afflux de migrants vulnérables, dont beaucoup de demandeurs d'asile, «ne met pas la société européenne en danger», assure Elisabeth Vallet, professeure au Département de géographie de l'UQAM. Sur tout, elle ne causera pas de révolution démographique, encore moins un changement ethnique comme certains agitateurs d'épouvantails le font croire: «On parle au maximum de 0,05% de la population européenne», cite M^{me} Vallet.

Mais la réaction européenne n'en demeure pas moins «symptomatique de la fin d'une époque» ou du moins d'une conception de l'Europe aux yeux du monde. «Le fait que l'on remette des contrôles aux frontières, que l'on érige des murs même entre pays européens [entre la Hongrie et la Croatie] brise la représentation d'un ensemble formé pour ne plus se déchirer», dit celle qui est aussi directrice scientifique de la Chaire Raoul-Dandurand.

«Le projet européen a toujours été d'abolir les frontières à l'intérieur de l'Union, jamais à l'extérieur», signale avec justesse Frédéric Mérand, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIM). Il rappelle que lors de l'adhésion de la Hongrie à l'UE, le pays avait dû démontrer sa capacité à protéger cette frontière extérieure. Les Hongrois prétendent donc remplir leur rôle en défendant les limites de l'espace Schengen, malgré les signaux ambigus de l'Union. «Oui, elle tient un double discours, mais je pense que la contestation au sein de l'UE n'est pas le fait de mettre une barrière ou non, c'est plutôt le traitement des requérants.»

La grande muraille de «civilisation»

«Le monde sans frontières vendu par les décideurs est plutôt pour les capitaux et le 1% de l'élite mondiale», note aussi M^{me} Vallet, qui indique qu'il y aurait au moins une cinquantaine de murs frontaliers actuellement dans le monde. S'ils ne s'attirent pas l'indignation générale comme le mur de Berlin, ces barrières physiques marquent un «épaississement et un durcissement des frontières».

L'Histoire, dont celle toute récente, enseigne que les murs ne servent à rien, sauf à détourner les trajectoires des migrants. Ils poussent en outre vers la clandestinité: «On invite la mafia des passeurs à la table de la frontière. Les groupes criminels organisés font leur argent avec le passage de personnes en ce moment», illustre la chercheuse.

Les murs les plus célèbres, ceux construits par Israël et les États-Unis coûtent au minimum 1 million de dollars par kilomètre à entretenir chaque année. «La Syrie se vide de ses habitants [la moitié de la population est déplacée ou réfugiée]. Ces gens voudraient vivre chez eux. Pourquoi ne pas investir l'argent de l'autre côté du mur?» suggère-t-elle.

Ces grands paravents, écrans de fumée pour donner l'impression aux populations qu'on agit, qu'on les protège, cachent les problèmes globaux plus profonds, ceux de l'insécurité et de l'accès aux ressources naturelles, conclut la professeure en invitant à des solutions plus durables.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com